

L'Europe agricole et l'adhésion de la Grande-Bretagne (RTL, février 1970)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

Europe agricole est née. Explications Boulay. / ROBERT BOULAY, Julien Besançon.- RTL [Prod.], Février 1970. RTL, Paris. - SON (00:04:00, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/l_europe_agricole_et_l_adhesion_de_la_grande_bretagne_rtl_fevrier_1970-fr-af79b30b-1a47-46f2-9672-b0e9a44e24eb.html

Date de dernière mise à jour: 23/10/2012

L'Europe agricole et l'adhésion de la Grande-Bretagne (RTL, février 1970)

[Julien Besançon] Messieurs les Anglais, la porte est ouverte. C'est comme si le tunnel sous la Manche était déjà creusé. Hazincourt, Waterloo, Fachoda, oubliés. L'Europe est à vous, à vous ou presque. Ça vous étonne guère, n'est-ce pas ? Dans la petite aube blanchâtre du 7 février 1970 à Bruxelles et parce que les Italiens avaient besoin d'un accord à Bruxelles pour changer de gouvernement et afficher leur désaccord, même au risque de reprendre les mêmes, bref, grâce en partie aux Italiens, les ministres qui ne pouvaient attendre plus, barbus, fatigués, dans l'odeur des mégots froids et du café au lait, ont conclu l'Europe agricole. Ça renâclait encore sur le vin et le tabac. Depuis ce matin, c'est fini, c'est fait, l'Europe agricole achevée. La voie royale vous est ouverte. Messieurs les Anglais, à vous de jouer.

[Journaliste] Enfin, ce Marché commun, il y a dix ans qu'on en parle. Vous pensez vraiment que c'est possible, qu'aujourd'hui c'est fait ?

[Julien Besançon] Oui, Robert Boulay va vous expliquer que c'est fait et que ça peut se faire.

[Robert Boulay] C'est presque possible en tout cas. Le 22 décembre à La Haye, les Six, les chefs d'État, dont monsieur Pompidou, avaient dit : « Pas d'Europe sans Marché commun agricole et pas d'Angleterre dans l'Europe sans Marché commun agricole. » Et bien, maintenant le Marché commun agricole est fait. Il y avait encore des difficultés, ça renâclait, comme vous avez dit, Julien Besançon, sur le tabac, sur le vin et puis sur les pouvoirs du Parlement européen.

[Julien Besançon] Ça, c'est important parce que ça ne plaît pas à tout le monde, notamment aux gouvernements...

[Robert Boulay] Non, c'est le fameux mot de De Gaulle : le Volapuk. Et monsieur Debré a des relents de Volapuk dans la gorge et il l'avait dit à monsieur Pompidou et au Conseil des ministres récemment, mais on a fait un compromis.

[Julien Besançon] Robert Boulay, Volapuk, un petit mot d'explication.

[Robert Boulay] Oui, c'est le général de Gaulle qui condamnait tout ce qui est délégation de souveraineté et abandon de ce qu'on appelle indépendance nationale au profit d'une sorte d'espéranto supranational qu'il n'aimait pas et que monsieur Debré n'aime toujours pas.

[Julien Besançon] Il trouvait que c'était trop mélangé. Que des Italiens, des Français, des Allemands, des Belges, des Hollandais ne parlant pas la même langue...

[Robert Boulay] C'est ça, des apatrides, le micmac.

[Julien Besançon] Oui, c'est fini !

[Robert Boulay] C'est fini et on a trouvé une formule qui permettra à un parlement de contrôler les dépenses, tout en laissant des pouvoirs aux six gouvernements.

[Julien Besançon] Il faut tout de suite dire que cela est d'un très grand profit pour la France, pour les agriculteurs français notamment.

[Robert Boulay] Oui, un chiffre : on dépensera 2000 milliards d'anciens francs, sans doute plus, par an pour subventionner le beurre. Le beurre qui vaut 900 francs le kilo et qu'on exporte à 400 francs anciens. Et bien, il faudra 2000 milliards par an et les Français en toucheront environ le tiers. Donc, maintenant, ça veut dire que le Marché commun agricole est fait. Et bien, puisque le Marché agricole est fait, on va discuter avec les Anglais. Quand discutera-t-on ? Sans doute au mois de juillet. Les Six vont maintenant décider des conditions qu'il faudra fixer aux Anglais et les Anglais se préparent ardemment. Monsieur Thompson qui est un ministre des plus brillants du cabinet Wilson attend et, pour préparer ces dossiers, je peux vous le dire, il

vient de nommer un chef de cabinet qui s'appelle Crispin Tickell, un des plus brillants jeunes diplomates de l'ambassade anglaise à Paris, qui va aller à Londres préparer les dossiers pour discuter de l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun. Et le général de Gaulle avait dit un jour : « L'Angleterre, je la veux nue. » Elle n'est pas nue, mais elle va essayer, non-nue si vous voulez, toujours habillée, de rentrer dans l'Europe.

[Julien Besançon] En minijupe !

[Robert Boulay] Oui. Un peu.

[Julien Besançon] Il a y une chose qui m'intéresse quand même, c'est que vous avez cité des chiffres. Pour une fois que, au lieu de dire qu'on va demander des sous, cette fois-ci on va nous en apporter, ça vaut la peine quand même de le souligner au passage, cet accord agricole, c'est de l'argent pour la France et pour les agriculteurs français !

[Journaliste] Les Anglais sont au pied du mur. Alors cette fois-ci, ça y est ?

[]Robert Boulay] Oui, les Anglais sont au pied du mur et maintenant on va leur fixer, à Six, des conditions. Il va falloir qu'ils acceptent cette politique agricole. Un chiffre au passage : si les Anglais acceptent la politique agricole telle qu'on vient de la fixer, cela voudra dire que les prix agricoles anglais alimentaires augmenteront de 10 à 11% et que la ménagère qui fera son marché dépensera 10% de plus. Une hausse du coût de la vie de 3%. Mais, en échange, les Anglais pourront envoyer plus facilement leurs voitures, leurs machines et, pourquoi pas, leur whisky.

[Julien Besançon] Oui, mais enfin, il y a tellement longtemps qu'ils en parlent, qu'ils la souhaitent, cette fiancée, l'Europe, qu'après tout, maintenant, ils vont peut-être la trouver trop belle et peut-être aussi même renâcler pour y entrer. On pourrait peut-être voir ça avant l'engagement réel des négociations.

[Robert Boulay] Belle et difficile ! On verra ça au printemps et à partir du mois de juillet.